

Le règlement de la paix

Les membres de la « Grande Alliance » décident du sort des vaincus. Ils veulent fonder un monde nouveau, mais ont d'importants désaccords.

La conférence de Yalta (février 1945)

- **Les participants**, réunis en Crimée, sur le territoire soviétique, ont des objectifs différents : **Staline** veut un glacis territorial à l'ouest de l'URSS et des réparations. **Churchill** souhaite que la Grèce reste sous influence britannique. **Roosevelt** se préoccupe surtout de la future Organisation des Nations unies.

- **Le monde n'a pas été partagé à Yalta**, mais les décisions prises portent cette division en germe : **des élections libres seront organisées dans les pays libérés** ; l'Allemagne sera divisée en zones d'occupation ; Staline accepte d'intervenir au Japon, en échange d'avantages territoriaux (il fait reconnaître en Pologne le « Comité de Lublin ») ; la France, grâce à Churchill, est reconnue comme un des quatre pays vainqueurs.

La conférence de Potsdam (17 juillet-2 août 1945)

- **Après la capitulation de l'Allemagne**, les Alliés, réunis près de Berlin, décident de son sort. L'Armée rouge tient Vienne et Berlin, mais les États-Unis ont l'arme atomique. Les Occidentaux s'inquiètent des gouvernements de front national* des pays de l'Est.

- **Certains participants** ont changé : Churchill, battu aux élections, est remplacé par le travailliste Clément Attlee. Harry Truman, en position de force après Hiroshima, représente les États-Unis, car Roosevelt est mort le 12 avril.

- **L'Allemagne**, dénazifiée, décartellisée*, démilitarisée, devra payer des réparations. Elle est partagée en quatre zones d'occupation, administrées par les Alliés, dont la France. Berlin, au cœur de la zone soviétique, sera divisé en quatre secteurs alliés.

- **La Corée** est divisée en deux zones, occupées par les États-Unis et l'URSS.

Gouvernement de front national : gouvernement issu de la Résistance comprenant des communistes et des non-communistes ; les communistes y ont souvent les postes clés.

Décartellisation : démantèlement des groupes industriels ou cartels (Krupp, Siemens, BASF), bases de la puissance nazie. Les États-Unis les laisseront se reconstituer de même que les Zaibatsus japonais.

Ligne Oder-Neisse : ligne formée par l'Oder et son affluent la Neisse. Elle marque la frontière entre l'Allemagne et la Pologne de la Baltique à la Tchécoslovaquie. La Prusse-Orientale n'appartient donc plus à l'Allemagne mais à la Pologne.

Crime contre l'humanité : mise à mort d'individus, non en raison de leurs actes, mais de ce qu'ils sont. Contrairement aux crimes de guerre, les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles.

La nouvelle carte du monde

Aucun traité n'est signé avec l'Allemagne, et ce n'est qu'en 1947 (traités de Paris) que sont conclus les accords concernant ses alliés, qui perdent conquêtes et colonies.

- **L'URSS gagne** la partie orientale de la Pologne, qui avance à l'ouest jusqu'à la ligne Oder-Neisse *. Elle obtient aussi la Bessarabie prise à la Roumanie, qui prend la Transsylvanie à la Hongrie. Son territoire est augmenté des Républiques baltes annexées en 1940, d'une partie de la Finlande et de la ville allemande de Königsberg (Kaliningrad). Elle prend au Japon Sakhaline et les Kouriles.
- **L'Italie cède** l'Istrie (sauf Trieste) à la Yougoslavie et rend le Dodécanèse à la Grèce. Ses colonies – Érythrée, Libye – deviennent indépendantes.
- **Le Japon perd** son empire. Il doit changer ses institutions et verser des réparations.
- **Des déplacements de population** ont lieu : 12 millions d'Allemands, 2 millions de Polonais, des Finnois, des Hongrois, des Roumains, et 7 millions de Japonais quittent les territoires qu'ils occupaient.

Un nouvel équilibre mondial

- **Les États-Unis et l'URSS sont les vainqueurs de la guerre.** Les États-Unis sont la première puissance économique mondiale, ce que confirme la conférence de Bretton Woods (cf. p. 42). Leur économie a tourné au maximum de ses possibilités, ils possèdent les deux tiers de l'or mondial. Outre ses acquis territoriaux, l'URSS bénéficie d'un immense prestige, les communistes apparaissant comme des héros de la Résistance.
- **La fin de la prépondérance européenne**, amorcée en 1918, se confirme. Pour l'Allemagne, ruinée, 1945 est « l'année zéro ». Les autres États, et même le Royaume-Uni, sont devenus des puissances de second rang ; la domination coloniale est contestée.
- **À Nuremberg**, un tribunal international est chargé de juger 21 dignitaires, responsables des atrocités nazies. Il définit la notion de « crime contre l'humanité »*. À Tokyo, des criminels japonais sont eux aussi jugés.

L'espoir de sauvegarder la paix : l'ONU

L'Organisation des Nations unies a pour but d'éviter un nouveau conflit mondial et de faire progresser les conditions de vie de l'humanité, mais elle est marquée par l'ordre des vainqueurs.

Les débuts de l'ONU

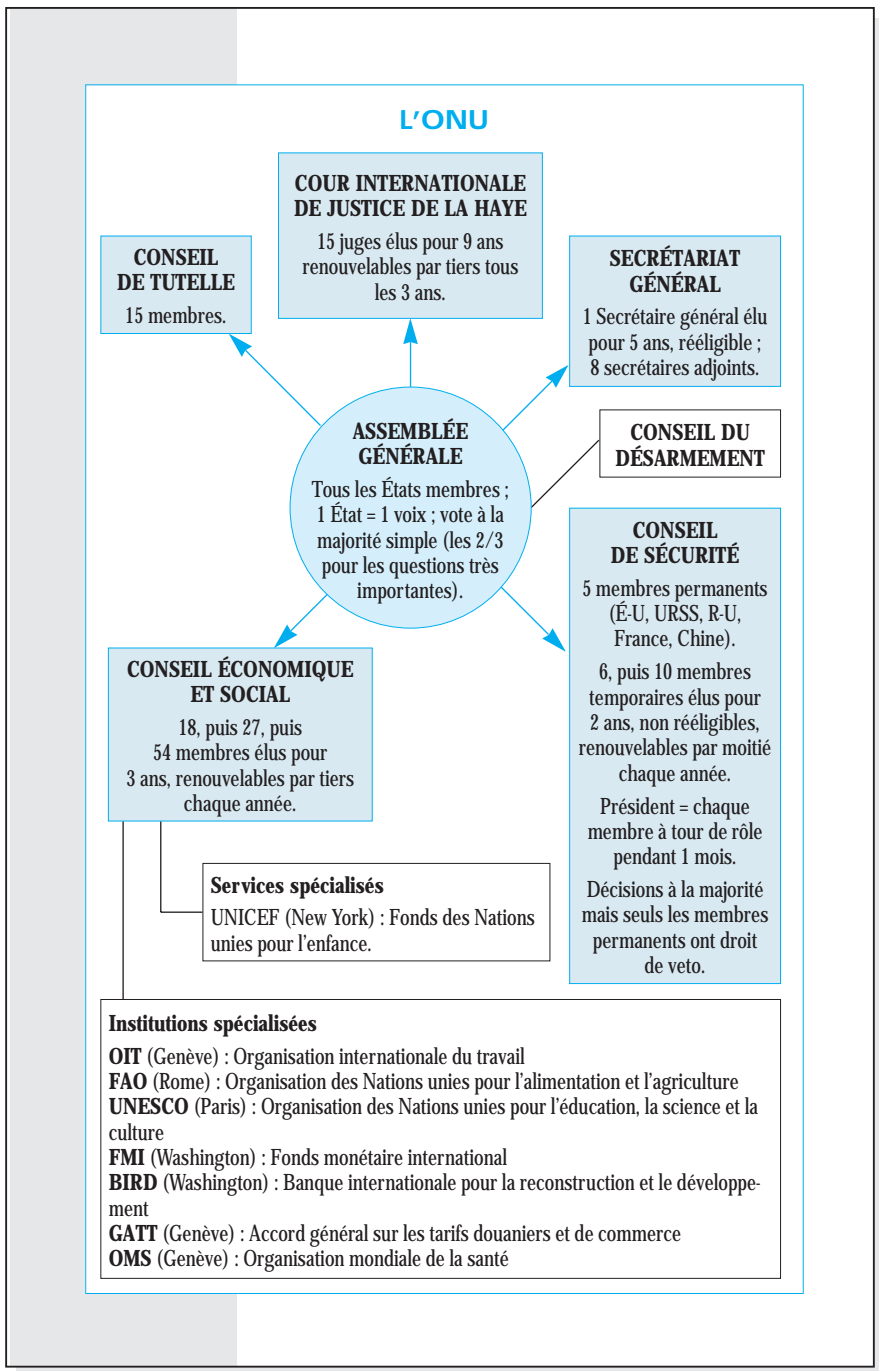
- **Après l'échec de la SDN**, Roosevelt voulait que le monde dispose d'un organisme capable d'assurer la sécurité collective.
- **La conférence de Dumbarton Oaks** (É-U) pose les principes de base de l'ONU, qui sont approuvés à Yalta.
- **La Charte de San Francisco**, signée en juin 1945, donne naissance à l'ONU.
- **La Déclaration universelle des droits de l'homme**, publiée le 10 décembre 1948, pose les fondements de nouveaux droits pour l'humanité. Inspirée par le Français René Cassin, elle approfondit la définition des droits et en définit de nouveaux.

Les institutions de l'ONU

- **L'Assemblée générale** est formée de **tous les pays membres** (46 en 1945) ; elle ne peut qu'émettre des recommandations.
- **Le Conseil de sécurité** est formé de **cinq membres permanents** (les vainqueurs de la guerre, la Chine et la France) et de **6 membres élus par l'Assemblée**. Seuls les membres permanents ont le droit de veto, ce sont donc eux qui détiennent la réalité du pouvoir exécutif. Ils peuvent décider de l'envoi des « casques bleus » (force armée internationale) et prendre des sanctions morales et économiques.
- **Le Secrétaire général**, élu pour cinq ans, n'a guère de pouvoir, mais il peut jouer un rôle important de par son autorité et son sens de la diplomatie.
- **La Cour internationale de justice** de La Haye juge des litiges entre les particuliers et les États.
- **De très nombreux organismes** permettent à l'ONU de jouer son rôle diplomatique, économique, sanitaire et humanitaire.

Le siège de l'ONU est fixé à New York en 1952 ; en échange, l'URSS obtient trois sièges à l'Assemblée générale.

Tous les organismes centraux (sauf la Cour de justice) et les instances économiques sont situés aux États-Unis. En revanche, les autres institutions sont installées dans le monde entier.



Un monde à reconstruire

La victoire des démocraties, la mise en place d'un nouveau système économique, le souci d'instaurer des sociétés plus justes font naître l'espoir d'un monde meilleur.

Une nouvelle donne économique et financière

- **Les pays neufs** ont profité des difficultés de l'Europe et du Japon : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et surtout les États-Unis ont des économies florissantes ; le Brésil et l'Argentine se sont libérés de la tutelle britannique.

- **Le dollar** devient la seule monnaie convertible en or, car pour régler leurs achats indispensables, les belligérants ont épuisé leurs réserves en or.

- **La conférence de Bretton Woods** (juillet 1944) consacre la suprématie du dollar, en définissant les autres monnaies, y compris la livre sterling, par rapport à lui. Elle crée le FMI*, qui gère le système des changes fixes, et la BIRD, qui aide à financer les gros investissements.

Vers une société plus juste

- **L'aspiration à plus d'égalité** et de solidarité amène l'État à intervenir dans la vie économique et sociale (État-providence*). En Europe, la démocratie chrétienne, préoccupée de progrès social, supplante la droite. Aux États-Unis également, Truman tente de préserver les acquis du New Deal en dépit des pressions du monde des affaires.

- **L'encadrement de l'économie** par l'État, qui permet d'organiser la redistribution des richesses, se généralise (nationalisations en France).

- **La prise en charge de l'individu** par l'État en matière de santé amène à la création de la Sécurité sociale pour assurer l'égalité de tous dans le domaine sanitaire. Au Royaume-Uni, un programme social (Plan Beveridge*) est mis en place. En France, conformément au programme du CNR, la Sécurité sociale s'applique à tous les salariés en octobre 1945.

FMI : Fonds monétaire international

État-providence.

Welfare State :

État qui prend en charge l'individu « du berceau à la tombe », en matière de santé, mais aussi d'éducation, de logement et de loisirs.

Plan Beveridge :

programme basé sur le droit de chacun à la sécurité et à l'égalité. Il a pour but d'éviter le retour des crises économiques en stimulant la consommation grâce à l'État-providence.